



L'ÉDITORIAL DE DENIS KESSLER

L'Europe profite au consommateur, mais celui-ci est aphone

Frédéric Bastiat, grand économiste, constatait déjà au XIX^e siècle que les consommateurs, qui sont les bénéficiaires en dernier ressort du bon fonctionnement d'un marché, restent sans voix pour exprimer leur satisfaction. Ils sont discrets sur les bénéfices tirés de l'élargissement et de l'approfondissement des marchés. Ils sont atomisés, ils ne sont pas organisés. Cela contraste avec les salariés, qui se regroupent en syndicats pour donner de la voix, et avec les entreprises, dont les organisations professionnelles expriment les difficultés issues, par exemple, de phénomènes de concurrence déloyale. En général, ce sont les producteurs salariés et entreprises qui animent et dominent les débats sur la politique

Le prix des biens et services ont baissé et les rentes des monopoles publics ont été réduites.

économique. Les consommateurs restent quant à eux silencieux. L'ensemble de la construction européenne vise pourtant à améliorer leur bien-être. Toutes les politiques communes – le marché commun, le marché unique, l'union monétaire, le pacte de stabilité, la politique de la concurrence, les accords de Schengen, la protection des données personnelles... – ont visé à améliorer le sort du consommateur européen, et elles y ont réussi ! Seuls la politique agricole, les fonds structurels et les initiatives sectorielles font exception. Les tarifs douaniers renchérisaient les prix des produits alimentaires et de première nécessité ; grâce au marché commun, ces prix ont baissé en termes

réels. Protégées par le contrôle des mouvements de capitaux, les institutions financières bénéficiaient d'une « rente » confortable de leurs clients ; grâce au marché unique, cette rente a été très substantiellement réduite, quand elle n'a pas disparu. Dans la plupart des pays européens, dont la France, l'inflation permanente attaquait le pouvoir d'achat des consommateurs ; grâce à l'union monétaire, ceux-ci bénéficient depuis un quart de siècle d'une quasi-stabilité des prix. Les monopoles historiques nationaux s'opposaient à Internet et menaçaient le développement de la téléphonie mobile ; grâce à la politique de la concurrence, nous avons pu avoir accès à Internet et bénéficier de prix raisonnables des télécommunications. Le contrôle tatillon aux frontières rendait difficile le passage frontalier ; grâce aux accords

de Schengen, nous avons pu accéder à une mobilité européenne dont nous n'aurions même pas rêvé dans notre jeunesse. Sans l'Europe,

la protection des données personnelles aurait été une entreprise de portée très limitée, voire vaine. La liste des bénéfices dont les consommateurs sont redevables à l'Europe est longue et diverse. La gamme de choix des consommateurs s'est considérablement élargie – l'Europe est la première puissance commerciale au monde – et les prix de la plupart des biens et services ont baissé, sous l'aiguillon de la concurrence. Les rentes de nombreux monopoles publics ont été fortement réduites, comme en témoigne l'évolution des prix relatifs du transport aérien ou de l'électricité. Les économies d'échelle qu'a engendrées la croissance des marchés ont été en large partie

répercutées aux consommateurs. Les services publics – secteur abrité s'il en est – ont même dû entreprendre un début de transformation, mais il reste beaucoup de chemin à faire ! Il faudra introduire là bien davantage de mises en concurrence, pour que les « usagers » aigris deviennent des consommateurs satisfaits. Dans certains pays, dont la France, les bénéfices tirés de cette construction historique ont été largement « captés » par l'Etat, qui a augmenté la pression fiscale et laissé filer le déficit public. Le débat politique est donc fortement déséquilibré. Ceux qui s'expriment bruyamment – minoritaires – se présentent en victimes de la construction européenne, bouc émissaire facile des difficultés nationales. Et l'on voit refluer des revendications protectionnistes pour se mettre à l'abri de la concurrence européenne et plus largement mondiale. Ceux qui en bénéficient – le plus grand nombre – sont aphones, sans porte-voix, sans porte-parole. Alfred Sauvy a eu cette belle phrase : l'emploi qui disparaît hurle, l'emploi qui se crée est silencieux. L'opinion est de facto plus sensible aux fermetures d'usine qu'à leurs créations, et nombreux sont les politiques qui relaient cette attitude. Le producteur ou le salarié mécontent se fera toujours plus entendre que le consommateur satisfait. Ce déséquilibre est dommageable à la cause européenne, car le consommateur est non seulement le bénéficiaire de l'Europe mais il en est aussi son facteur intégrateur. Mais les consommateurs forment un groupe caractérisé par l'anomie : sans règles, sans structure, sans organisation. Peuvent-ils dans ce cas avoir un rôle politique ? Rien n'est moins sûr... Mais, de ce fait, l'Europe ne peut bénéficier de ce qui est son meilleur atout et sa plus belle réussite. ■